L'IMPUTABILITÉ DES DOMMAGES

Mme le président, je vous remercie de m'avoir invité, cette année encore, aux Assises de l'association Justice-Construction et de me permettre d'assister et de participer à vos débats.

Ces rencontres sont l'occasion, pour un magistrat de la Cour de cassation, de garder le contact, à la fois, avec les professionnels et praticiens, mais aussi avec ceux qui commentent, avec plus ou moins de bienveillance, les décisions que nous rendons. De tels contacts sont toujours très enrichissants.

Je dois vous dire que le sujet que vous avez choisi, cette année, pour les Assises est moins déroutant que celui de l'année dernière.

Sujet plus classique que celui de l'imputabilité des dommages, mais combien important dans une matière où une partie du contentieux relève d'un régime de responsabilité de plein droit.

En effet, l'article 1792 du code civil posant le principe d'une responsabilité de plein droit du constructeur à l'égard du maître ou de l'acquéreur de l'ouvrage, celui-ci n'a pas à démontrer la faute du constructeur.

Pour autant, il est retenu, de manière constante, que la responsabilité de celui-ci ne saurait être retenue en l'absence de tout lien entre, d'une part, les désordres invoqués par le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage et, d'autre part, l'activité des personnes que l'article 1792-1 du code civil répute constructeurs.

La solution n'était pas évidente au regard des termes très généraux de l'article 1792 du code civil qui ne prévoit d'exonération qu'en cas de cause étrangère et du choix du législateur de ne prévoir que deux limites à la responsabilité des constructeurs, à savoir en matière de garantie de parfait achèvement de l'article 1792-6 du code civil dont seul l'entrepreneur est débiteur et en matière de contrôle technique où le contrôleur n'est soumis à la présomption de responsabilité édictée par l'article 1792 du code civil que dans les limites de la mission qui lui a été confié, ainsi qu'en décide l'article L. 111-24 du code de la construction et de l'habitation.

C'est cependant les solutions dégagées sous l'empire de la loi du 3 janvier 1967 qui ont été maintenues après l'entrée en vigueur de la loi du 4 janvier 1978. La responsabilité d'un constructeur ne pourra être recherchée que si les désordres sont imputables à son intervention.

En réalité la question est plus complexe, car toutes les personnes que la loi répute constructeurs ne sont pas, sur le plan de l'imputabilité, soumises au même régime.

Il est, en effet, des constructeurs qui n'interviennent pas matériellement sur le chantier et à qui les désordres vont être imputés de manière que l'on peut qualifier

d'automatique. Il s'agit des personnes que l'on appelle communément les constructeurs non-réalisateur, notamment le promoteur et le vendeur d'immeuble à construire.

Cela se comprend car ils ont pris en charge l'opération de construction dans son ensemble.

Ils pourront cependant agir à titre récursoire sur le fondement des garanties légales contre les constructeurs à qui ils ont eu recours.

Quant aux autres constructeurs, comme les entrepreneurs, les architectes ou les bureaux d'études, le principe est que les désordres ne peuvent leur être imputés que s'ils sont en lien avec leur champ d'intervention.

S'est donc construite au cours des années toute une jurisprudence qui, à partir des constatations de fait opérées par les juges du fond, va, par le prisme de l'imputabilité, retenir ou non la responsabilité du constructeur.

C'est ainsi que la responsabilité de l'entrepreneur n'est pas retenue quand les désordres proviennent uniquement d'une erreur de conception imputable au seul maître d'œuvre, à l'exclusion de toute faute d'exécution (3^e Civ., 26 mars 1997, pourvoi n° 92-21.612).

Dans le sens contraire, la responsabilité du maître d'œuvre ne sera pas retenue si le désordre a pour seule origine des fautes d'exécution de l'entrepreneur, fautes que ne pouvait pas déceler l'architecte qui n'est pas astreint à une présence constante sur le chantier.

De même, les infiltrations étaient apparues sur une partie de la toiture qui n'avait pas été l'objet de travaux, la cour d'appel a pu en déduire que les dommages n'étaient pas imputables au vendeur réputé constructeur et ne pouvaient engager sa responsabilité décennale (3^e Civ., 20 mai 2015, pourvoi n° 14-15.480).

Est cassé un arrêt que ne recherche pas si les désordres affectaient une partie de l'ouvrage à la réalisation de laquelle les deux entreprises, dont la responsabilité avait été retenue, avaient participé alors que la garantie décennale d'un constructeur ne peut pas être mise en œuvre pour des désordres qui ne sont pas imputables à son intervention. (3^e Civ., 25 mars 2015, pourvois n° 13-27.584, 14-13.927, 14-16.441, 14-19.942)

Dans une affaire où les désordres étaient consécutifs à un glissement de terrain, n'a pas été retenue la responsabilité d'un maître d'œuvre, qui avait été seulement chargé de la construction d'une maison, n'était pas intervenu au-delà des limites de sa mission, notamment sur les aménagements extérieurs, alors que les désordres étaient seulement imputables à l'entreprise en charge du terrassement. (3^e Civ., 20 mai 2014, pourvoi n° 13-14.803)

En garantie décennale, la présomption de responsabilité s'entend à la fois

d'une présomption de fait et d'une présomption de droit : l'architecte peut faire tomber la présomption de fait par la simple preuve que le dommage ne peut lui être imputé ; c'est le cas lorsque, comme en l'espèce, sa mission ne s'étend pas aux ouvrages extérieurs qui font l'objet des désordres. Si le dommage n'est pas étranger à la mission, l'architecte ne peut faire tomber la présomption, alors de droit, qui pèse sur lui que par la preuve de la cause étrangère.

La mise en jeu de la garantie décennale d'un constructeur n'exige pas la recherche de la cause des désordres – le juge ne peut pas exclure cette garantie si la cause des désordres reste inconnue (3^e Civ., 1^{er} décembre 1999, pourvoi n° 98-13.252, Bull. 1999, III, n° 230 ; 3^e Civ., 5 novembre 2013, pourvoi n° 12-28.310) – mais les désordres doivent trouver leur siège dans la sphère d'intervention du locateur d'ouvrage dont la responsabilité est recherchée.

On comprend, dès lors, que la détermination de l'imputabilité des désordres aux constructeurs est très importante en cas de succession d'entreprises pour l'exécution d'un même lot ou en cas réalisation de travaux de reprise.

Sur ce dernier point, s'est développée toute une jurisprudence qui trouve sa source dans la notion d'imputabilité.

C'est ainsi qu'il est jugé que la responsabilité de plein droit d'un entrepreneur chargé des travaux de réfection ne peut être retenue :

- lorsque l'erreur commise dans la réfection des désordres n'a eu qu'une incidence sur les effets mais non pas sur la cause du sinistre imputable uniquement au constructeur d'origine (3^e Civ., 11 octobre 2000, pourvoi n° 98-19.917)

- lorsque les travaux insuffisants n'ont occasionné aucun désordre à l'immeuble, n'ont pas aggravé les désordres initiaux et ne constituent pas la cause des désordres actuels qui sont la suite directe du sinistre initial qui se poursuit (3^e Civ., 8 avril 2014, pourvoi n° 13-16.692).

- lorsque l'intervention de l'entreprise en charge des travaux de reprise, inefficace et non adaptée, n'a pas supprimé la cause des désordres mais n'a rien ajouté aux désordres préexistants, dus à l'instabilité de l'ouvrage, dont l'origine trouvait sa cause dans une déficience de la conception des fondations, compte tenu de la nature du sol et de l'absence d'études de sol préalables et nécessaires (3^e Civ., 16 janvier 2008, n° 04-20.218).

- lorsque les désordres, liés à l'insuffisance structurelle de l'immeuble, n'étaient pas dus aux travaux de reprise (3^e Civ., 9 mars 2017, pourvoi n° 16-10.806)

En revanche, si la responsabilité de l'entreprise ne peut pas être retenue sur le fondement de la garantie décennale, en raison de l'absence d'imputabilité des désordres aux travaux de reprise, elle peut être recherchée sur celui de la

responsabilité contractuelle de droit commun pour manquement au devoir de conseil. C'est ce qu'a notamment rappelé la troisième chambre civile dans un arrêt du 15 mai 2013 qui approuve une cour d'appel d'avoir retenu, sur ce fondement, la responsabilité d'une entreprise en charge des travaux de reprise qui ne s'était pas interrogée sur le fait qu'après la pose de plus de soixante-dix micro-pieux l'immeuble persistait à bouger, avant d'établir un devis pour la pose de vingt-neuf micro-pieux supplémentaires qui s'étaient avérés sans effet après leur installation de sorte qu'elle avait commis une faute pour ne pas avoir prévu de supprimer la cause des désordres qui provenait de l'implantation d'arbres à proximité de la maison. La cour d'appel avait ainsi pu retenir que l'entreprise avait commis un manquement à son devoir de conseil afférent à la nature des travaux à effectuer, engageant sa responsabilité sur le fondement de l'article 1147 du code civil, alors applicable. (3^e Civ., 15 mai 2013, pourvoi n° 11-24.274)

Le domaine de la garantie décennale n'est pas le seul à faire application de la notion d'imputabilité des dommages.

Il y a notamment un autre domaine où cette règle trouve à s'appliquer, il s'agit de celui du trouble anormal du voisinage.

Vous savez que le maître de l'ouvrage est responsable de plein des troubles anormaux que la construction qu'il a fait réaliser causent au voisinage.

Vous savez également que cette responsabilité de plein droit a été étendue, par un arrêt du 30 juin 1998 (3^e Civ., 30 juin 1998, pourvoi n° 96-13.039, Bull. 1998, III, n° 144), aux constructeurs intervenants sur le chantier.

La responsabilité encourue au titre des troubles anormaux de voisinage est une responsabilité sans faute, mais ce n'est pas pour autant une responsabilité sans prise en compte du lien d'imputabilité entre l'activité de l'intervenant à la construction dont la responsabilité est recherchée et le trouble subi.

C'est ainsi que la Cour de cassation a approuvé une cour d'appel d'avoir rejeté l'action intentée sur le fondement du trouble anormal de voisinage contre un entrepreneur principal qui n'avait pas réalisé les travaux - qu'il avait sous-traités - et qui n'était donc pas l'auteur du trouble (3^e Civ., 21 mai 2008, pourvoi n° 07-13.769, Bull. 2008, III, n° 90)

Cet arrêt a fait l'objet d'un commentaire au rapport de la Cour de cassation pour l'année 2008 : « *On retiendra de cet arrêt qu'il est nécessaire, pour prospérer dans la demande en réparation du trouble dépassant les inconvénients normaux du voisinage, de rattacher ce dernier à un événement causal qui est la participation personnelle du constructeur à la réalisation du trouble. Tous les arrêts antérieurs qui avaient retenu la responsabilité du constructeur ont toujours précisé qu'il était auteur du trouble.* »

Cette exigence allait être réaffirmée par plusieurs arrêts rendus en 2011 en

vertu desquels l'intervenant dont la responsabilité peut être retenue sur le fondement des troubles anormaux du voisinage est celui dont l'activité est en relation de cause directe avec le trouble.

Je vous renvoie notamment à un arrêt du 9 février 2011 (3^e Civ., 9 février 2011, pourvois n° 09-71.570 et 09-72.494, Bull. 2011, III, n° 21) : est cassé pour manque de base légale un arrêt qui retient la responsabilité sur le fondement des troubles anormaux de voisinage de différents intervenants dont le bureau d'études de sol, le contrôleur technique et le maître d'œuvre *par des motifs dont il ne résulte pas que les troubles subis étaient en relation de cause directe avec la réalisation de (leurs) missions.*

En sens contraire, est cassé pour manque de base légale un arrêt qui refuse d'accueillir une demande fondée sur les troubles anormaux du voisinage contre les architectes et les bureaux d'études au motif qu'ils n'occupent pas matériellement le fonds voisin *par des motifs qui ne suffisent pas à exclure l'existence d'une relation de cause directe entre les troubles subis et les missions respectivement confiées aux architectes et aux bureaux d'études.* (3^e Civ., 28 avril 2011, pourvoi n° 10-14.516)

Enfin, toujours la même année, est cassé pour manque de base légale un arrêt qui condamne différents intervenants comme voisins de l'immeuble victime des désordres *par des motifs impropres à caractériser l'existence d'une relation de cause directe entre les troubles subis et les missions respectivement confiées aux constructeurs dont elle a retenu la responsabilité.* (3^e Civ., 19 octobre 2011, pourvoi n° 10-15.303, 10-15.810)

Ce principe a été réaffirmé récemment à l'occasion d'un pourvoi où il avait été demandé à la Cour de cassation de revenir sur sa jurisprudence appliquant la théorie du trouble anormal de voisinage au constructeur.

Elle en a jugé autrement et a retenu qu'en *application du principe selon lequel nul ne doit causer à autrui un trouble anormal de voisinage, un entrepreneur, y compris de travaux publics, est responsable de plein droit vis-à-vis des voisins victimes pour avoir exercé une activité en relation directe avec le trouble anormal causé, nonobstant le fait que l'origine du dommage, causé par un véhicule, soit située sur le domaine public.* (3^e Civ., 8 novembre 2018, pourvoi n° 17-24.333, 17-26.120, publié)

Voilà ce que je comptais vous dire en introduction de cette journée au cours de laquelle nous aurons l'occasion d'approfondir la notion d'imputabilité des dommages.